

À la recherche d'un journalisme régional et d'un public perdus : le cas de « Parallèle Sud » (La Réunion)

Bernard Idelson, Université de La Réunion

RÉSUMÉ

L'article présente la monographie d'un nouveau support de La Réunion : « Parallèle Sud ». Fondé par des journalistes professionnels, mais s'insérant dans une dynamique associative, le titre *pure player* revendique des valeurs – présentées comme alternatives aux médias locaux ou régionaux existants – d'indépendance et d'éthique informationnelles. Les données de la recherche sont composées d'un corpus de publications et d'entretiens approfondis avec quatre journalistes. L'analyse s'intéresse ainsi aux productions et aux représentations des acteurs du support à propos d'un journalisme local en question(s) et d'un public potentiel rejoignant différents mouvements revendicatifs locaux. Elle s'inscrit enfin dans une généalogie plus ancienne des médias de cette région du sud-ouest de l'océan Indien.

ABSTRACT

The article presents the monograph of a new media outlet from Reunion Island: "Parallèle Sud". Founded by professional journalists, but being part of an associative dynamic, this pure player claims values such as independence and information ethics, presented as alternatives to the existing local or regional news media. The research data are composed of online publications and in-depth interviews with four journalists. The analysis therefore focuses on the productions and representations of the actors of "Parallèle Sud" about a local journalism in question (s) and a potential and active audience joining different local protest movements. Finally, it is part of an older genealogy of the news media in the south-west region of the Indian Ocean.

DOI : 10.31188/Cajsm.2(10).2023.R041

Cet article s'intéresse aux représentations normatives (Muhlmann, 2004) d'acteurs de médias en ligne engagés dans un mouvement de « journalisme participatif ». À partir d'une étude de cas à La Réunion, celle du lancement d'un support associatif dans l'île, Parallèle Sud, il s'interroge surquestionne les représentations, à propos d'un « nouveau » public et d'un journalisme régional « rêvé », et les confronte aux réalités économiques inhérentes à la volonté d'indépendance de l'équipe. Le public de ce support apparaît comme un public en formation ainsi que comme un public « d'appropriation » (Jouët, 2000 ; Vidal, 2012), dans le sens d'une appropriation sociale, notamment associative. L'idée des concepteurs de ce nouveau support est que les acteurs associatifs s'approprient les moyens de production, les contenus et la ligne éditoriale du média. La notion d'appropriation renvoie également aux approches de Michel de Certeau (1980) déclinées dans des travaux ultérieurs sur le journalisme profane (Ringoot et Utard, 2005), ainsi qu'à leur partie réunionnaise à propos de radio FreeDom (évoquée infra), média de grande audience que l'on pourrait qualifier tout autant de participatif (Simonin, Wolff et al., 2010 ; Idelson, 2016).

Si ce numéro des *Cahiers du journalisme et de l'information* accorde une place centrale à l'étude de la relation (recomposée ?) entre les médias et leurs publics, notre enquête porte davantage sur la conception dudit public qui se dégage des propres représentations des journalistes profanes ou professionnels du média. Elle met en exergue le récit idéalisé, des acteurs de Parallèle Sud, à propos d'un « nouveau » journalisme et des attentes du lectorat. Pour autant, ce récit s'appuie sur des « mises en action », basées sur un modèle informationnel participatif (reposant par exemple sur des plateformes de *crowdsourcing*, production collaborative d'échanges d'informations [Rouzé, 2015]) et donne à voir – en filigrane – un aspect de ce public particulier.

Anciens journalistes de presse écrite et audiovisuelle, les fondateurs de Parallèle Sud se réclament d'un modèle participatif de production informationnelle (Ballarini, Costantini et al., 2019), en faisant notamment appel à des dons pour se financer (*crowdfunding*). Si ces acteurs se situent donc en « périphérie de l'espace journalistique ou éditorial traditionnel » (Cardon et Granjon, 2013 : 121), ils revendiquent des valeurs journalistiques et déontologiques sans doute constitutives du métier, tout en se démarquant des médias locaux installés.

Le choix de cette empirie est ainsi guidé par le fait que son analyse permet de s'inscrire dans des travaux déjà anciens sur la sociohistoire des médias réunionnais et de l'océan Indien (Idelson, 2006 ; 2008) tout en remettant en questionnant la manière d'appréhender des transformations à l'œuvre dans de nombreux pays, d'une activité journalistique mondialisée, bouleversée par la plateformes de l'internet et les injonctions à l'innovation (Saemmer et Jehel, 2020 ; Le Cam et Pereira, 2022).

L'un des principaux arguments axiologiques des acteurs de Parallèle Sud est d'échapper aux pratiques coercitives dont ils affirment avoir été témoins, et parfois victimes, durant leur carrière de journalistes. Nous proposons d'analyser ces logiques d'acteurs impliqués, voire imbriqués historiquement, dans la sphère médiatico-politique réunionnaise, considérant que ce territoire insulaire constitue un terrain d'étude significatif dans lequel la volonté de contraindre la parole publique de ses adversaires politiques apparaît souvent sous-jacente (voir infra).

Les deux axes thématiques de l'enquête ont ainsi trait, d'une part, aux représentations que les producteurs se font d'un journalisme participatif revendiqué, et, d'autre part, à leur vision d'un public « nouveau » ; public qui, dans une logique de fonctionnement associatif, n'est, volontairement, guère prospecté. Comme évoqué infra, ce public participe à une expérimentation, somme toute récente, du média participatif qui entend se construire en dehors des logiques économiques des « autres » médias locaux (que les acteurs de Parallèle Sud qualifient de « sponsorisés » au détriment de leur indépendance rédactionnelle). Les données récoltées dans l'enquête et le manque de recul temporel ne permettent pas encore

d'appréhender la question d'une éventuelle recomposition du public des médias réunionnais qui serait impulsée par Parallèle Sud.

Issus d'une tradition de presse d'opinion du XIX^e siècle, les médias réunionnais ont hérité d'*habitus éditoriaux* (Idelson, 2006 ; Idelson et Lauret, 2020) qui se traduisent aujourd'hui encore par un débat politique médiatisé extrêmement vif. La presse réunionnaise a longtemps été actrice des antagonismes autour des questions de statut et de développement de ce petit territoire insulaire. L'extension de la diffusion de ces controverses sur les médias sociaux ne restreint pas le phénomène, bien au contraire. Ici, comme ailleurs, les réseaux socionumériques (RSN) transforment les pratiques de communication politique en même temps que les relations entre médias et politiques (Jeanne-Perrier, 2018). Mais nous formulons l'hypothèse que ces modes d'énonciation découlent de configurations d'acteurs, au sens éliasiens du terme. Parmi les perceptions d'acteurs de la sphère politico-médiatique, celle de la toute-puissance présumée et de l'influence des médias est récurrente. Nous postulons qu'à l'aune des dispositifs éditoriaux numériques, l'imaginaire classique d'un journalisme idéal, dénonciateur et vertueux subsiste toujours.

Dans ce rapide cadrage contextuel, il convient enfin de situer les études sur le journalisme réunionnais (et/ou indianocéanique) dans le champ des sciences de l'information et de la communication (Idelson et Molinatti, 2022 ; Idelson et Lauret, 2020). Les travaux sur la presse quotidienne régionale (PQR) sont moins prégnants dans la discipline que ceux sur la presse nationale, historiquement implantée à Paris, et objet de toute l'attention des chercheurs (Bousquet, Marty et al., 2015 ; Bousquet et Amiel, 2021). Les recherches issues de l'océan Indien (principalement depuis La Réunion et Maurice), circonscrites à des contextes particuliers et s'adressant à des « communautés périphériques » en période postcoloniale (Simonin, 2002 ; Idelson, 2008) ne mobilisent pas toujours les mêmes approches théoriques et méthodologiques que celles utilisées pour l'analyse de médias régionaux métropolitains. Si la presse de La Réunion s'inscrit dans le cadre réglementaire d'une région monodépartementale française d'outre-mer (par exemple, dans les grilles indiciaires des salaires des journalistes), son fonctionnement relève plus d'une couverture médiatique à l'échelle d'un « petit pays » au sein d'une vaste aire géographique (le sud-ouest de l'océan Indien). Nous éviterons ainsi pour la désigner le terme de « presse infranationale », puisque la PQR réunionnaise se situe, a contrario, dans un espace insulaire ultrapériphérique¹.

La présentation de cette monographie et de son analyse est déclinée en trois volets. Le premier s'intéresse à la production informative de Parallèle Sud, d'un point de vue sémio-discursif, durant sa première année d'existence (juin 2021-août 2022). Le deuxième propose une focale *sociobiographique* sur les principaux acteurs fondateurs du média. Le troisième révèle les représentations à propos des publics et d'un journalisme local à partir du métadiscours qui apparaît dans les textes et *podcasts* du site ainsi que dans les entretiens approfondis menés avec les membres de Parallèle Sud. Les perspectives en lien avec la question de la viabilité économique d'un tel modèle de journalisme participatif sont alors présentées. Le cadrage théorique et méthodologique adopté est rappelé à chacune de ces étapes durant lesquelles des résultats sont dégagés.

Parallèle Sud, une production journalistique professionnelle et profane

L'initiative du média revient à une cofondatrice, ancienne fait-diversière au *Quotidien de La Réunion*, qui crée au départ une page Facebook dans laquelle elle évoque les « coulisses » de la

¹ Dans la section Références, on pourra se rapporter à la littérature consacrée à l'épistémologie des SIC dans l'océan Indien, et à leur implantation depuis une trentaine d'années ainsi qu'à celle sur l'écosystème médiatique réunionnais.

pratique du faits-divers local. Avec un pigiste du journal, mais aussi collaborateur spécialiste de l'outre-mer dans plusieurs titres, elle décide de réfléchir au lancement d'un nouveau média. Le projet mûrit grâce à des échanges au sein de leur sphère professionnelle et à des rencontres initiées sur les RSN. Un autre cofondateur a été aussi journaliste au *Quotidien* qu'il quitte, en février 2021, pour apporter son expérience de trente années de presse quotidienne au projet. Un quatrième ancien journaliste, agencier du *Quotidien*, rejoint l'équipe. Une cinquième collaboratrice, possédant une expérience de presse, se charge plus particulièrement de la réalisation des *podcasts* du site.

L'association de type Loi 1901 est créée en mars 2021. Ses statuts prévoient d'enregistrer le média à la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP). Une newsletter est proposée en août 2022, puis, à l'aide d'un graphiste et d'une développeuse, le site internet est opérationnel le 21 janvier 2022. La campagne de lancement, accompagnée par la plateforme « Poczoc » de valorisations de projets locaux, permet de réunir la somme de 12 000 €. Pour son premier anniversaire, l'association fait état de 4011 abonnés sur Facebook et plus de 600 à sa newsletter². Une collaboratrice administrative est recrutée en contrat d'apprentissage en août 2022 et l'association tient son premier conseil d'administration le 28 octobre 2022.

Le corpus étudié est constitué d'articles journalistiques, de textes de « libre expression » écrits par des contributeurs, de vidéos et de *podcasts* produits durant environ vingt mois (du 29 décembre 2020 au 12 août 2022), soit environ 400 publications consultables à partir de l'onglet « Archives » du site. L'observation s'effectue par rubriques (Figure 1 reprenant le rubriquage du site). Le contenu des productions émanant d'acteurs non professionnels représente environ 11 % des publications archivées (66 sur 388³).

Une place importante est accordée aux sujets culture, musique, environnement, commentaires politiques, incluant portraits et interviews vidéo de différents acteurs locaux (intellectuels, artistes). La rubrique « Zistwar » (histoires en créole réunionnais) aborde des sujets de société divers à partir de reportages ou d'entretiens locaux autour de la santé (notamment de la Covid-19) ou présentant des « tiers-lieux » valorisant des expériences alternatives menées par des acteurs du monde associatif.

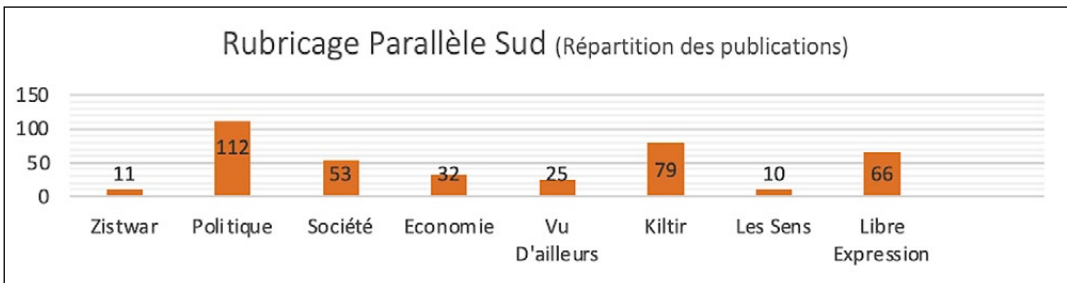


Figure 1. La production journalistique (déc. 2020/août 2022) est classée sur le site web en différentes rubriques, plutôt magazine, mais pouvant avoir trait à l'actualité

La temporalité de la publication est hebdomadaire, ce qui exclut une production rédactionnelle instantanée comme celle qui caractérise les sites d'informations locales, qu'ils soient issus de la PQR ou relevant de la catégorie des *pure players*. Les contenus de Parallèle Sud

² Introduction de l'éditorial du 01.07.2022 célébrant le premier anniversaire de l'association Parallèle Sud.

³ Certaines publications sont répertoriées dans plusieurs rubriques, mais il s'agit là d'un biais relatif à l'échelle du corpus.

s'apparenteraient davantage à ceux de la presse magazine, avec une prédominance de sujets politiques (en lien avec une période électorale dense ; l'ensemble des candidats est alors questionné sur leur programme) et sociétaux, dont le caractère politique est évidemment lié. Cependant, cela ne signifie pas que l'actualité immédiate ne soit pas traitée : elle est reprise, commentée et analysée, dans un souci de « *mise en intelligibilité de l'événement* » (Neveu, 2015 : 5), observation corroborée par les entretiens que nous avons effectués (voir infra). Exemple significatif d'une telle posture éditoriale, le sujet principal de la semaine du 1^{er} août 2022 revient sur le sort de six réfugiés sri-lankais ayant accosté à La Réunion sur un navire de fortune et demandant un droit d'asile. Alors que des réactions de défiance à caractère souvent xénophobe apparaissent dans les nombreux commentaires postés sur des sites d'information locale, Parallèle Sud interviewe la déléguée régionale de Médecins du Monde qui contextualise l'événement sous un aspect politique, économique, administratif, juridique et humanitaire. De même, l'éditorial du 29 juillet 2022 intitulé « La pauvreté, c'est bien quand on ne la voit pas » révèle un recul critique vis-à-vis d'un arrêté municipal de la ville de Saint-Pierre interdisant momentanément la mendicité au centre de l'agglomération.

Le constat d'un registre dominant d'opinion apparaît ainsi sur l'ensemble du corpus. Il conduit à confirmer l'hypothèse, vérifiée par les travaux de différents chercheurs qui s'intéressent depuis trois décennies à la presse réunionnaise, selon laquelle les supports de l'île hybrident en permanence information et opinion (Simonin et Idelson, 1995). Ces différents auteurs ont montré comment la presse régionale, et notamment la presse réunionnaise, parvenait à se situer « entre le fait universel et le commentaire local » (Breton, 1995). Analysant le journalisme réunionnais à l'aune du paradigme du journalisme nord-américain de Charron et de Bonville, Gauthier identifie le rôle du journaliste réunionnais, non pas comme celui simplement d'un « témoin » ou d'un « observateur », mais comme celui « d'interprète de la réalité » (Gauthier, 1995 : 91). Le journal, ou depuis plus de deux décennies, le site web d'information, peut ainsi être considéré comme un acteur social (Neveu, 1999) s'impliquant dans l'espace public local. Nous postulons que Parallèle Sud puise dans cette praxis journalistique façonnée depuis l'ouverture à un certain pluralisme de la presse écrite fin des années 1970 et depuis la libéralisation de l'audiovisuel réunionnais à la fin de la décennie 1980 (Idelson et Lauret, 2020).

L'approche menée met en œuvre une grille d'analyse de typologie argumentative (Breton, 2009 : 71 ; Idelson, 2011 : 241). Ainsi, l'argument de valeur apparaît prégnant, au sein de la famille d'arguments de cadrage par lesquels les journalistes vont tenter de convaincre les destinataires de leur propre conception de l'organisation sociale : il s'agit d'opinions communes, de valeurs partagées, de croyances générales, etc. Plusieurs articles prototypiques du corpus relèvent de ce registre, notamment dans les éditoriaux : « La pauvreté, c'est bien quand on ne la voit pas » (29.07.2022) « Covid-19, fallait vacciner les vieux, pas les enfants », entretien avec un médecin, 22.07.2022, « La fin du mâle politicus alpha », édito du 24.06.2022, « On est très loin du monde dans lequel je souhaite vivre », édito du 15.04.2022, « Comores, on parle de démocratie, mais pas de démocratie », libre expression, 17.06.2022, « Les fâchés ne doivent pas se faire avoir par les fachos », « [Mauvaise humeur], un débat sans débat », interview d'un député européen réunionnais transcrite et filmée et libre expression du 22.04.2022, « Le regard de Chakila : Mayotte "sous-France", les commentaires d'une soroda », éditorial vidéo libre expression, 18.09.2021, etc.

Sans surprise, on retrouve ainsi ce procédé argumentatif d'opinion dans la totalité des articles émanant de la rubrique « libre expression » dans laquelle le public de Parallèle Sud est mis à contribution, sous diverses formes : « Vous fabriquez l'info [...] : dessins, vidéos, textes, poésie, BD, sons, musique », libre expression du 17.07.2022. Les auteurs de ces publications ne sont pas des journalistes professionnels, même si ces derniers peuvent y rubriquer certaines de leur production, lorsque par exemple, elles s'inscrivent dans le registre de l'interview. Souvent les membres de l'association Parallèle Sud s'insèrent, en tant qu'« actants » (Greimas et Courtés,

1993 : 5), dans le processus éditorial dans lequel les sujets environnementaux (écologie, biodiversité, agriculture) sont très présents (20 % du corpus). Une telle production profane est encadrée par une « Charte du comité de lecture » régie par 19 articles rappelant les principes éthiques et les limites de la liberté d'expression avec la législation y afférente⁴.

Pour autant, d'autres publications relèvent du procédé journalistique plus factuel qui consiste, par exemple, lors d'un conflit social ou d'une controverse, à rendre compte de plusieurs positionnements d'une manière contradictoire (ce que Lemieux [2000 : 455] appelle la règle de polyphonie) : « [Soliha] Le directeur controversé demande à partir », libre expression du 08.07.2022. Un travail d'investigation apparaît également dans le corpus avec la publication de quelques enquêtes, rendues toutefois difficiles par le nombre réduit de journalistes professionnels du site : « Lumière sur les "abus" et la "discrimination" de Didier Robert », libre expression du 25.03.2022, « [Économie] Malaise chez les éleveurs laitiers de la Sica Lait », « La répression des fraudes enquête sur la Sica Lait », libres expressions des 17.06.2022 et 01.07.2022 ; tandis qu'une rubrique culture est confiée régulièrement à une troupe de spectacles « Lady la fée⁵ » (16 occurrences). À ce propos, à l'instar de l'ensemble de la presse écrite réunionnaise, la quasi-totalité des textes du corpus est rédigée en français, le créole n'apparaissant qu'à la marge dans certains titres ou expressions.



Figure 2. Exemple d'édition de la page d'accueil du site Parallèle Sud actualisée chaque vendredi

Au terme de ce rapide survol descriptif de la production de Parallèle Sud, on retient donc que les acteurs du site ont opté pour une temporalité hebdomadaire relevant davantage d'un registre d'articles magazine avec des sujets à dominante société, politique, environnement, culture (cf. Fig. 2). Il s'agit d'articles, de *podcasts* ou de vidéos qui traitent d'une actualité essentiellement locale (ou de déclinaison locale s'il s'agit de sujets nationaux) et parfois régionale (océan Indien). Des arguments de cadrage révèlent des positionnements propres à ceux des collectifs associatifs alternatifs dont certains soutiennent le média. L'équipe fondatrice de Parallèle Sud assure l'essentiel de la production, mais un public plus large est invité à collaborer au

⁴ Charte du comité de lecture de Parallèle Sud, Parallèle Sud.

⁵ Jeu de mots avec l'expression créole *La di La fé* qui signifie le qu'en-dira-t-on.

sein de l'architecture du site prévue à cet effet. Journalistes professionnels et journalistes profanes semblent ainsi contribuer à la dynamique d'une communauté sociale de production de l'information qui se fédère et s'agrége dans une logique associative et collaborative.

Dans la continuité de précédentes enquêtes sur les journalismes indianocéaniques (Simonin et Idelson, 1995 ; Idelson, 2014), nous nous intéressons au parcours biographique, personnel, familial – mais, dans le cas présent, surtout professionnel – des acteurs de l'information. Nous considérons qu'un tel matériau peut éclairer la compréhension des dynamiques à l'œuvre dans les processus de constitution d'espaces publics ayant émergé dans des contextes postcoloniaux dits périphériques de centres européens (Simonin, 2002). L'approche sociobiographique (Idelson, 2014) vise à contourner la tension théorique, fréquente en sciences sociales et humaines, entre acteurs et structures, entre choix macro- et microsociologiques. Chaque biographie de journaliste est appréhendée comme une entité sociale insérée et indissociable des environnements professionnels analysés en diachronie. La catégorisation générationnelle des journalistes peut faire aussi sens : Laville (2010), par exemple, propose de retracer l'histoire de l'Agence France Presse, à partir de récits de vie professionnelle d'agenciers ayant exercé à différentes périodes. La durée de l'ancienneté et de l'expérience professionnelle des journalistes de Parallèle Sud se situent, quant à elle, de dix à plus de trente années.

Parcours professionnels et métadiscours des fondateurs de Parallèle Sud : focale sociobiographique

Quatre entretiens approfondis ont été réalisés avec les fondateurs de Parallèle Sud : des récurrences de valeurs, reposant sur des vécus partagés, ont été repérées, puis corroborées à des séquences de métadiscours apparaissant dans les propres productions du site (éditoriaux de présentation du site, célébration de l'anniversaire, libres expressions, notices de présentation des auteurs, etc.). Nous en avons sélectionné quelques extraits significatifs classés par deux thématiques axiologiques principales. La première concerne l'idée que les transformations récentes du journalisme local remettraient en cause les caractéristiques d'indépendance revendiquées et obtenues par la PQR réunionnaise à partir de la fin des années 1970. Cette ouverture proposant un plus grand pluralisme de la presse intervient lors de la création du *Quotidien de la Réunion et de l'océan Indien*, en 1976, titre, on l'a évoqué, dans lequel ont collaboré quatre journalistes de Parallèle Sud. En effet, durant cette période, le débat politique réunionnais se cristallisait autour d'une bipolarisation entre autonomistes (proches du Parti communiste réunionnais, PCR) et départementalistes de droite (prônant une assimilation totale avec la France). Avec une équipe de très jeunes journalistes, *Le Quotidien de La Réunion* innovera alors en réservant des espaces éditoriaux à chaque candidat lors d'échéances électorales, ainsi qu'en instaurant un rubricage visant à relater et à valoriser le fait local (Idelson, 2006).

L'un des acteurs de Parallèle Sud débute sa carrière au journal communiste *Témoignages* et exercera ensuite une trentaine d'années au *Quotidien*, avec des expériences diverses dans l'océan Indien et aux États-Unis. Il crée la première formule web du support en 2009. Le plan social qui a déterminé son départ lui assure des allocations chômage pour une durée de deux ans et demi. Pour lui, les transformations économiques de la presse réunionnaise, notamment avec l'érosion des ventes *print*, vont faire subir aux entreprises des contraintes qui les poussent à « inaugurer des pratiques de subventions directes ou indirectes par les collectivités territoriales et d'autres groupes de pression politique et économique », ce qui va porter atteinte à leur indépendance (J1 – entretien 11.08.2022). Il est rejoint par un collègue localier, concerné lui aussi par le même plan social. En s'appuyant sur leur longue expérience dans la PQR, tous deux dressent le constat d'une dégradation des conditions d'exercice et d'intégrité au sein des médias locaux (J1 et J2 – entretiens 11.08.2022).

Le véritable début de l'expérience de Parallèle Sud trouve son origine dans des discussions émanant des deux plus jeunes journalistes, trentenaires, qui décident de reprendre la page Facebook évoquée supra, puis de créer le site. Issus d'écoles de journalisme reconnues par la profession, ils ont dû s'adapter à un statut moins stable que celui de leurs aînés, lié à des contrats précaires, à des ruptures conventionnelles, ou à des piges dans plusieurs supports. La fondatrice du site Parallèle Sud évoque ses propres expériences du social :

Beaucoup de rencontres avec les syndicats, la fréquentation durant des mois des squatteurs du rond-point « zazalé » occupé par des gilets jaunes [une expérience alternative d'occupation de lieux], la défiance de la population vis-à-vis de la presse. Le changement auquel on aspire doit passer par chacun d'entre nous, à son niveau, dans ses propres réseaux, en l'occurrence pour moi le journalisme (J3 – entretien 18.10.2022).

Son collègue propose au départ de créer un collectif de pigistes, puis tente de lancer un journal associatif (*Domin*, « Demain » en créole réunionnais) qui aboutit in fine à la concrétisation du projet Parallèle Sud.

Les piges effectuées et vendues à d'autres supports peuvent être réinvesties, avec l'accord des titres concernés, dans Parallèle Sud. Ainsi, l'un des contributeurs met en avant les reportages qu'il a réalisés à l'occasion des référendums de Nouvelle-Calédonie :

« Sur la côte océanienne, avec les Kanak de Tibarama et Neouyo », c'est le titre du papier ; j'ai passé des jours et des nuits avec eux. Il faut y aller, c'est un sacré investissement. Je fais don de mon expertise sur l'outre-mer. Un cadeau pour Parallèle Sud, mais en même temps un cadeau que je me fais à moi-même, financé par mes participations à d'autres médias : lundimatin⁶, Mediapart, *The Guardian*, Guyaweb, Radio Caraïbes International (RCI), etc. » (J4 – entretien 28.10.2022)⁷.

Ainsi, ces trajectoires sociales, vécus professionnels propres, cheminements succinctement évoqués dans la place impartie, constituent autant d'éléments qui, contextualisés, permettent d'obtenir des clefs de compréhension de l'émergence du média présenté par ses producteurs comme alternatif.

L'autre thématique axiologique repose sur la question de la déontologie journalistique. Les quatre journalistes interrogés se rejoignent dans leur volonté de rester fidèles aux principes fondamentaux et structurant la profession depuis le début du XX^e siècle : « Ce qui nous tient à nous, c'est notre charte éthique du journaliste, on a ça dans le sang, et l'on veut que ce soit ça qui guide le média. » (*podcast* un an d'anniversaire et J1 et J4 – entretiens 26.10.2022).

Les valeurs « humaines » et le leitmotiv de l'attachement à la « liberté de la presse » reviennent régulièrement dans le métadiscours des acteurs de Parallèle Sud puisé dans différentes rubriques du site dans lesquelles ils parlent de leur propre production (Fig. 3 et Fig. 4) :

Nous, journalistes à Parallèle Sud, **média indépendant** réunionnais, avons à cœur de rendre au lecteur son droit à être respecté et écouté. L'ambition de **défendre des valeurs humaines** fortes et de dénoncer sans faiblesse et sans compromission la corruption nous anime. Nous nous inspirons de l'esprit de lutte pour la liberté qui a marqué les grands moments de l'Histoire : la résistance, la révolution, les batailles sociales, le marronnage. Pour garantir une réelle

⁶ J4, qui par ailleurs aime à hybrider les genres discursifs du journalisme en postant sur le site des poèmes, en français et en créole, agrémentés de dessins réalisés lors de reportages, évoque le modèle constitué par le média alternatif lundimatin [<https://lundi.am>] (dans la mouvance des éditions La Fabrique de l'éditeur Érik Hazan) dans l'élaboration, notamment graphique, de Parallèle Sud.

⁷ *Sur la côte océanienne, avec les Kanak de Tibarama et de Neouyo*, Parallèle Sud.

indépendance des pouvoirs économiques et politiques, nous n'acceptons d'argent que de nos lecteurs ou mécènes (extrait du « Manifeste de Parallèle Sud » passages en gras et soulignés dans le texte)⁸.



Figure 3. Les fondateurs de Parallèle Sud développent sur le site leurs arguments axiologiques, ici dans le « manifeste de Parallèle Sud » accessible à l'onglet « Valeurs » du menu général (Capture de site, 02.11.2022)

Ces valeurs journalistiques centrées sur la déontologie ne sont pas sans rappeler l'ordre, constitutif du groupe professionnel des journalistes, d'un discours identitaire évoqué par Ruellan (2011). Cependant, si l'occurrence focalisée sur un « Nous, journalistes » (Ruellan, 2011) ressort bien des métadiscours des acteurs de Parallèle Sud, les récits de vie professionnelle recueillis durant les entretiens montrent une volonté de se dissocier des membres du groupe :

Pour avoir vécu les pressions que tous les médias réunionnais subissent, et parfois cautionnent, nous tenons à nous y opposer (J1 – entretien 11.08.2022).

Nous avons été étonnés du silence des confrères lors de la sortie de Parallèle Sud. En général, même la parution du plus petit bulletin municipal qu'il soit est bien davantage signalée et présentée (J2 – entretien 11.08.2022).

Il est ainsi possible d'avancer l'hypothèse selon laquelle le discours déontologique de Parallèle Sud s'inscrit, sinon en rupture, du moins en forte distanciation du groupe des journalistes professionnels de La Réunion, auquel les fondateurs du site ont pourtant appartenu. Il n'a donc pas ici pour fonction de participer « à la régulation des rapports intrinsèques à l'activité, et à l'institutionnalisation d'une identité collective » comme Ruellan (2011 : 12) le suggère. Mais ce récit (sur soi) se présente comme fondateur d'une telle pratique associative journalistique de l'information locale. Le positionnement alternatif, en dehors de la sphère informationnelle historiquement instituée et légitimée sur ce territoire, est alors revendiqué sans ambiguïté. En filigrane, il se dégage le paradoxe suivant : les journalistes de Parallèle Sud revendiquent l'identité normative d'un groupe professionnel dont ils entendent pourtant se démarquer.

⁸ *Le manifeste de Parallèle Sud*, Parallèle Sud.

| Registres de valeurs | | | | |
|--|--|---|---|--|
| journalistique | ontologique | environnemental | démocratique/ sociétal | militant |
| <ul style="list-style-type: none"> - liberté de la presse, d'expression - pluralisme - indépendance - autogestion - valorisation culture, fait local - promotion d'un journalisme régional (océan Indien) - engagement médiatique et « solidarité » | <ul style="list-style-type: none"> - respect de l'être humain - humilité - « bonne humeur » | <ul style="list-style-type: none"> - lutte contre le dérèglement climatique - écologie, biodiversité - « monde durable » | <ul style="list-style-type: none"> - valorisation des actions citoyennes - paroles profanes - fonctionnement associatif - justice sociale - équité - résilience | <ul style="list-style-type: none"> - « lutte contre l'État colonial » - valorisation des « tiers-lieux » - lutte contre « l'apathie institutionnelle » - lutte contre les discriminations de genre |

Table 1. Registres de valeurs extraits du métadiscours du site Parallèle Sud

Représentations des publics et d'un journalisme local « indépendant »

Comparés à d'autres professionnels, par exemple de la télévision régionale à l'ère du numérique, les acteurs de Parallèle Sud n'abordent pas la question du public ou des publics sous l'aspect de quantification ou de métriques d'audience (Ouakrat, 2016). Pourtant issus, pour certains, du web, ils revendiquent un positionnement d'engagement qui entend échapper à toute injonction de captation – marchandisée – des lecteurs. À mille lieues d'un futur informationnel guidé par les algorithmes (Linden, 2017), le dispositif web de Parallèle Sud est conçu comme un simple outil de transmission d'expériences de terrain. Dans l'expérience Parallèle Sud, il n'y aurait donc pas de public à conquérir, mais un public participant, déjà en action, in media res, constitué en premier lieu par les membres de l'association et qui s'étoffe au fur et à mesure des rencontres. Cette recherche de confluence avec les acteurs sociaux évoluant en milieu associatif et prônant une autre voie dans les domaines de la croissance, de la gestion climatique, du partage et de la gestion des richesses s'inscrit dans le projet commun. Différents extraits des verbatims de notre corpus d'entretiens vont dans ce sens :

Nous avons entamé une démarche à laquelle nous n'étions pas habitués en tant que journalistes professionnels. Nous allons présenter notre projet à la rencontre des collectifs, au sein du tissu associatif [...]. Le public, c'est donc celui qui viendra ensuite à nous (J 1 – entretien 11.08.2022).

Même si le souhait de « *recréer du lien entre les journalistes et le public* » (J 3 – entretien 18.10.2022) est formulé, les membres interrogés affirment ne pas être à la recherche de flux générés par des clics (le renoncement à toute recette publicitaire le confirme d'ailleurs). Ils soulignent à nouveau leur volonté d'échapper à tout diktat qui serait déterminé par une certaine attente des récepteurs corrélée à une pression d'ordre économique et pouvant faire infléchir le contenu éditorial.

L'observation de l'histoire des médias réunionnais depuis les années 1970 révèle l'apparition de nouveaux supports ayant mobilisé des publics assez nombreux et assez larges, du moins à une telle échelle insulaire. Ces médias d'information locale proposent souvent des modèles qui se situent en contrepoint des pratiques médiatiques alors dominantes : c'est le cas, comme on l'a évoqué, du *Quotidien de La Réunion et de l'océan Indien*, qui se réfère dès 1976 à une ligne éditoriale polyphoniste (Lemieux, 2000), par exemple dans le traitement des campagnes

électorales, et qui va atteindre le taux de vente record. Dans une certaine mesure, ce sont les lecteurs qui, par exemple, manifestent dans la rue pour soutenir le journal lorsque sa survie est menacée par des difficultés financières en 1977 ; par conséquent, c'est son public qui porte *Le Quotidien*. C'est également l'exemple de radio FreeDom créée en 1981 : la radio propose un partage de la parole ordinaire des auditeurs, lesquels deviennent producteurs d'information sur un wiki radiophonique avant l'heure du web. Elle s'ancre durablement dans le territoire, et accède à une audience considérable de près de 40 %. L'intégration du public auditeur dans le processus de fabrication de l'information est alors constitutif du médium Radio FreeDom (Idelson, 2016). Dans ces deux derniers cas, les supports correspondent aux attentes d'utilisateurs, appartenant à une communauté interprétative attachée à l'information locale (Idelson et Magdelaine-Andrianjafitrimo, 2015).

On ne retrouve pas d'effet identique d'adhésion massive à Parallèle Sud, malgré le fait que ses acteurs misent sans doute sur une recomposition, à leur faveur, du public des médias réunionnais. La visibilité du site reste somme toute proportionnée à l'ampleur du mouvement associatif qu'il représente. Alors que l'émergence du *Quotidien* marquait un processus d'ouverture démocratique de la presse écrite réunionnaise, et que celle du mouvement Freedom représentait une première étape dans la libéralisation de l'audiovisuel public régional, Parallèle Sud s'intègre dans un écosystème informationnel numérique beaucoup plus, sinon diversifié, du moins parcellarisé (Idelson, 2022). C'est l'une des raisons pour laquelle la difficulté à laquelle le support va être confronté est celle de l'absence, pour l'heure, de modèle économique viable. Plusieurs pistes ont pourtant été explorées pour rendre autosuffisante cette forme de journalisme recomposé : appel aux dons participatifs déductibles d'impôts (*crowdfunding*), interventions dans les établissements scolaires sur les thématiques d'Éducation aux médias et à l'information (EMI), avec prestations de formation web radio, recherche de partenariats institutionnels dans le domaine des langues et de la culture (notamment avec un projet de traduction bilingue français/créole des articles), réponse à l'appel à projets (édition 2022) du « Budget d'Initiative Citoyenne » lancé par le Département de La Réunion⁹. Les acteurs de Parallèle Sud envisagent à présent le passage aux abonnements payants, afin de tenter de lever l'incertitude de la précarité professionnelle dans laquelle se trouvent certains d'entre eux.

Conclusion

Parallèle Sud apparaît comme le produit d'un petit groupe d'acteurs associatifs qui s'appuient sur une expertise journalistique professionnelle diversifiée et étayée. Certes, la comparaison avec la contre-information alternative émergente dès les années 1960 outre-Atlantique, puis avec le courant nord-américain des années 1980 d'un *public* ou *civic journalism*, invitant les citoyens à passer à l'action (Tétu, 2008), pourrait être effectuée en lien avec cette étude de cas locale et francophone. Mais il nous a semblé tout aussi heuristique de restituer l'expérimentation Parallèle Sud dans une généalogie plus ancienne de la presse réunionnaise. À l'instar de Chalaby (1998) établissant l'origine de l'*invention* du journalisme anglo-saxon aux journaux de la classe ouvrière britannique, il est possible de repérer les prémises d'un débat public, à travers l'apparition de feuilles de notables politiques de l'ancienne île Bourbon, dès le début du XIX^e siècle (Técher et Serviabile, 1991). Ainsi des journaux tels que *Le Furet* (1832) et *Le Salazien* (1833), publiés dans la clandestinité, préfigurent-ils, dans l'île Bourbon, une presse revendiquant déjà une plus large autonomie vis-à-vis du pouvoir colonial. Ces titres sont initiés par Nicole Robinet de La Serve, fondateur de l'Association générale des francs-créoles de l'île Bourbon, avocat et journaliste, en lutte contre l'aristocratie foncière, et abolitionniste convaincu.

⁹ Budget d'Initiative Citoyenne, Département de La Réunion.

Dans la même approche comparative, l'engagement d'acteurs et de militants de La Réunion et dans l'océan Indien exprimant, dans des revues culturelles des années 1960 et 1970, leur adhésion au mouvement international anticolonial, nous permet de situer ces formes d'expression comme faisant partie d'un continuum de productions journalistiques locales, insérées, en marge de médias plus établis, dans ce que nous avons appelé des « *interstices info-communicationnels* » (Idelson, Marimoutou et al., 2020). Au regard de cette histoire des médias locaux, dont les matériaux sont surtout centrés sur les supports et les acteurs producteurs d'information, la question de ce qui serait une recomposition (permanente ?) du public n'a pu être qu'abordée succinctement. Mais nous avons tenté de montrer que ces initiatives participatives mises en visibilité, engagées et parfois précaires, constituent autant de facettes « *mosaïques* » (Neveu et François, 1999) d'un espace public médiatique local qui reste à comparer à ceux d'autres aires géographiques. L'objectif serait alors de constater s'il est possible – ou non – de dégager quelques régularités, structurelles ou liées aux acteurs, de ce journalisme, certes lui aussi en recomposition, mais encore tâtonnant. ■

Bernard Idelson est professeur à l'Université de La Réunion.

Références

- Ballarini, Loïc, Stéphane Costantini, Marc Kaiser, Jacob Matthews et Vincent Rouzé (dirs.) (2019). *Financement participatif : les nouveaux territoires du capitalisme*. Presses universitaires de Nancy.
- Bousquet, Franck et Pauline Amiel (2021). *La presse quotidienne régionale*. La Découverte.
- Bousquet, Franck, Emmanuel Marty et Nikos Smyrniaios (2015). Les nouveaux acteurs en ligne de l'information locale vers une relation aux publics renouvelée ? *Sur le journalisme – About journalism – Sobre jornalismo*, 4(2), 48-61.
- Breton, Philippe (1995). La presse régionale entre le fait universel et le commentaire local. *Études de communication*, 17, 73-89.
- Breton, Philippe (2009). *L'argumentation dans la communication*. La Découverte.
- Cardon, Dominique et Fabien Granjon (2013). *Médiactivistes*. Presses de Sciences Po.
- Certeau, Michel de (1980). *L'invention du quotidien : 1. arts de faire*. Gallimard.
- Chalaby, Jean (1998). *The invention of journalism*. St. Martin's Press.
- Gauthier, Gilles (1995). Le journalisme réunionnais considéré à partir d'un modèle du journalisme nord-américain. *Études de communication*, 17, 91-109.
- Greimas, Algirdas-Julien et Joseph Courtés (1993). *Sémiotique*. Hachette.
- Idelson, Bernard (2006). *Histoire des médias à La Réunion, de 1946 à nos jours*. Le Publieur.
- Idelson, Bernard (dir.) (2008). *Journalismes dans l'océan Indien : espaces publics en questions*. L'Harmattan.
- Idelson, Bernard (2011). Transfrontaliers clandestins et récits médiatiques : le cas des *kwassa-kwassa* de Mayotte. *Questions de communications*, 12, 231-248.
- Idelson, Bernard (2014). *Vies de journalistes : sociobiographies*. L'Harmattan.

Idelson, Bernard (2016). Médias et mobilisations sociales : la libéralisation n'a pas attendu Internet : le cas du mouvement FreeDom (La Réunion) – Dossier : communication et changement. *REFSICOM*, [en ligne] refsicom.org.

Idelson, Bernard (2022). L'information en ligne à La Réunion et à Maurice : retour sur quelques travaux (2003-2022). *Les enjeux de l'information et de la communication*, 23(1), 93-111.

Idelson, Bernard et Valérie Magdelaine-Andrianjafitrimo (2015). Communauté interprétative. *Publictionnaire – Dictionnaire encyclopédique et critique des publics* [en ligne] publictionnaire.huma-num.fr.

Idelson, Bernard, Carpanin Marimoutou et Françoise Sylvos (2020). *Culture, propagande et militantisme : océan Indien XIX^e et XX^e siècles*. Presses universitaires indianocéaniques.

Idelson, Bernard et Élodie Lauret (2020). L'espace médiatique réunionnais : entre transformations numériques et *habitus* éditoriaux. Dans Fabien Liénard et Sami Zlitni (dirs), *Regards croisés sur la communication et la trace numériques* (p. 167-206). Presses universitaires de Rouen et du Havre.

Idelson, Bernard et Grégoire Molinatti (2022). Depuis l'océan Indien : 30 ans d'explorations de nouvelles frontières de recherche aux interfaces des sciences et du social. *Questions de communication*, 42, 73-96.

Jeanne-Perrier, Valérie (2018). *Les journalistes face aux réseaux sociaux ? : une nouvelle relation entre médias et politiques*. MkF.

Jouët, Josiane (2000). Retour critique sur la sociologie des usages, *Réseaux*, 100, 487-521.

Laville, Camille (2010). *Les transformations du journalisme de 1945 à 2010 : le cas des correspondants étrangers de l'AFP*. De Boeck.

Le Cam, Florence et Fábio Pereira (2022). *Un journalisme en ligne mondialisé : socio-histoire comparative*. Presses universitaires de Rennes.

Lemieux, Cyril (2000). *Mauvaise presse : une sociologie compréhensive du travail journalistique et des critiques*. Métallé.

Linden, Carl-Gustav (2017). Algorithms for journalism: The future of news work. *The Journal of Media Innovations*, 4(1), 60-76.

Muhlmann, Géraldine (2004). *Du journalisme en démocratie*. Payot.

Neveu, Érik (1999). Médias, mouvements sociaux, espaces publics. *Réseaux*, 98, 17-85.

Neveu, Érik (2015). *Sociologie des mouvements sociaux*. La Découverte.

Neveu, Érik et François Bastien (dirs) (1999). *Espaces publics mosaïques : acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*. Presses universitaires de Rennes.

Ouakrat, Alan (2016). Les métriques d'audience comme agents de transformation du journalisme en ligne ? *Études digitales*, 2, 107-120.

Ringoot, Roselyne et Jean-Michel Utard (dir.) (2005). *Le journalisme en invention : nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*. Presses universitaires de Rennes.

Rouzé, Vincent (2015). Participatif. *Publictionnaire – Dictionnaire encyclopédique et critique des publics* [en ligne] publictionnaire.huma-num.fr.

Ruellan, Denis (2011). *Nous journalistes : déontologie et identité*. Presses universitaires de Grenoble.

Saemmer, Alexandra et Sophie Jahel (dirs) (2020). *Éducation critique aux médias et à l'information en contexte numérique*. Presses de l'Enssib.

Simonin, Jacky (2002). *Les médias dans les îles de l'océan Indien : communautés périphériques et espaces publics émergents*. L'Harmattan.

Simonin, Jacky et Bernard Idelson (1995). Médias et biographie : Jean Vincent-Dolor, 40 ans de journalisme à la Réunion (1948-1987). *Études de communication*, 7, 41-66.

Simonin, Jacky, Éliane Wolff et Bernard Idelson (2010). *Allo ! Radio FreeDom*, les auditeurs vous informent – Dispositif et discours : des normes informationnelles en action. Communication prononcée dans le cadre du colloque Les journalismes : réalités plurielles, éthique commune ?, Université d'Ottawa, 9 mai 2010, [en ligne] hal.science.

Técher, Karine et Mario Serviabile (1991). *Histoire de la presse à la Réunion*. A.R.S. Terres créole.

Tétu, Jean-François (2008). Du « *public journalism* » au « journalisme citoyen ». *Questions de communication*, 13, 71-88.

Vidal, Geneviève (dir.) (2012). *La sociologie des usages : continuités et transformations*. Lavoisier.